



FORMULAIRE

Aide à l'investissement pour le financement de projets immobiliers

« Achat ou location de bâtiment à vocation économique »

Dossier complet à adresser à

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE LITTORAL
4, Esplanade de la Cité d'Affaire
CS 36029
97357 MATOURY CEDEX

ou à entreprises@cacl-guyane.fr

Besoin d'aide ?

Madame Johanna CADET se tient à votre écoute
0594 28 24 09
johanna.cadet@cacl-guyane.fr

RAISON SOCIALE*	
NUMERO SIRET*	
NAF* (code et intitulé)	
SECTEUR D'ACTIVITÉ* (seuls les secteurs cités ci-contre peuvent bénéficier du dispositif)	<input type="checkbox"/> Industries dont industries manufacturières <input type="checkbox"/> Activités artisanales associées à la vente ou à un service <input type="checkbox"/> Commerce <u>en dehors des entreprises relevant du commerce et de la réparation automobile et cycle</u> <input type="checkbox"/> Services
ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT*	
DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES PRODUCTIONS/PRODUITS*	
LA STRUCTURE EST UNE ASSOCIATION* (le cas échéant fournir le justificatif)	<input type="checkbox"/> Elle dispose d'un agrément d'entreprise d'insertion <input type="checkbox"/> Elle dispose d'un agrément d'entreprise adapté <input type="checkbox"/> Le compte de résultat de la structure fait apparaître au moins 50% de recettes issues de la vente de biens ou services
TELEPHONE*	
ADRESSE MAIL*	
ANNÉE DE CRÉATION*	

INDIQUEZ LE NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE*	
DATE PRÉVISIONNELLE DE DÉBUT DU PROJET*	
DATE PRÉVISIONNELLE DE FIN DE VOTRE PROJET*	
DESCRIPTION DU PROJET* Pourquoi ce projet ? Décrire les objectifs et caractéristiques, indiquez la surface prévue, le montage juridique, l'usage des futurs locaux, le calendrier détaillé	
VOS DÉPENSES PRÉVISIONNELLES* Indiquez leur nature et leur montant HT	
VOS FINANCEMENTS PRÉVISIONNELS* (le cas échéant renseigner le montant)	<input type="checkbox"/> Autofinancement <input type="checkbox"/> Emprunt <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Aide État <input type="checkbox"/> Aide Collectivité Territoriale de Guyane <input type="checkbox"/> CACL <input type="checkbox"/> Autres financiers publics
SI AUTRES FINANCEURS PUBLICS, L'INDIQUER*	

* *champ obligatoire*

Date et signature

(Indiquer le nom et la qualité du signataire)

PIÈCES JUSTIFICATIVES OBLIGATOIRES

- Présent complété, dossier daté et signé*
- Présentation de l'entreprise et du projet d'aménagement*
- Un extrait du Répertoire des Métiers datant de moins de 3 mois ou pour les entreprises non inscrites au RM, extrait du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS),*
- Trois dernières liasses fiscales*
- Attestation de régularité fiscale de la DGFIP*
- Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales ou le cas échéant plan d'apurement des dettes*
- Une déclaration de l'ensemble des aides reçues ou sollicitées*
- Une déclaration de l'ensemble des aides durant les trois derniers exercices fiscaux au titre du règlement de minimis*
- Budget prévisionnel précisant les dépenses et les recettes prévisionnelles*
- Les devis venant à l'appui du budget prévisionnel pour tous les investissements*
- Le cas échéant l'accord écrit des emprunts bancaires*
- La copie du permis de construire ou de l'autorisation de travaux*
- Le cas échéant l'autorisation écrite du propriétaire autorisant le porteur de projet à effectuer les travaux sur son bien*
- Le cas échéant : le contrat de location*

PROTECTION DES DONNEES

Les données personnelles recueillies dans ce formulaire sont traitées par la CACL, en qualité de responsable de traitement, afin d'instruire la demande d'aide à l'investissement pour le financement de projets immobiliers ou à l'achat/location de bâtiment à vocation économique. Ce traitement est réalisé dans le cadre de la mission de service public de la CACL en la matière (articles L.1511-3 et suivants du code général des collectivités territoriales).

Les données marquées par un astérisque doivent obligatoirement être fournies pour le traitement de la demande.

Les données sont traitées par les services habilités pour instruire et statuer sur la demande au sein de la CACL. Les données peuvent être transmises aux autorités désignées par les textes législatifs ou réglementaires.

Les données identifiantes sont conservées le temps strictement nécessaire à l'instruction de votre demande (six mois) puis archivées jusqu'à expiration de la durée d'utilité administrative (cinq ans), sous réserve des obligations de conservation et d'archivage prévues par les textes en vigueur et notamment, le code du patrimoine.

Les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant, les rectifier, s'opposer au traitement des données ou exercer leur droit à la limitation du traitement. Elles disposent également du droit de définir des directives au sort de leurs données après leur décès. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement des données, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données, de la CACL, en justifiant votre identité par mail à dpo_cacl@cacl-guyane.fr ou par courrier au : DPO CACL, Communauté d'Agglomération du Centre Littoral Guyane 4, Esplanade de la Cité d'Affaire - CS 36029, 97 357 MATOURY CEDEX. Si vous estimez, après avoir contacté la CACL, que vos droits sur vos données ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR

J'atteste sur l'honneur

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- la régularité de la situation fiscale et sociale de l'entreprise que je représente,
- ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celle(s) indiquée(s) sur le présent formulaire de demande d'aide,
- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant la date d'accusé de réception de la demande préalable ou de la présente demande d'aide
- ne pas avoir procédé à des licenciements économiques au sein de mon entreprise dans les 12 mois qui précèdent la présente demande.

Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide, à

- informer la Communauté d'Agglo de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- signaler à la Communauté d'Agglo toute erreur que je constaterai dans le traitement de ma demande d'aide,
- fournir toute pièce complémentaire jugée utile par les services compétents, pour instruire ma demande d'aide,
- respecter toute obligation réglementaire européenne, nationale et régionale s'imposant à mon projet (sécurité, accessibilité...),
- détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant trois années compter de la date du paiement final de l'aide (factures et relevés de compte bancaire,...),
- permettre et faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pendant la durée de la convention financière,
- créer.....emplois dans un délai de.....années (voir règlement d'intervention pour compléter cette partie)
- le cas échéant, à procéder à la construction du local professionnel dans l'année qui suit l'acquisition du terrain ;
- à installer son activité dans les bâtiments construits, acquis, rénovés, étendus ou réhabilités dans l'année qui suit l'achat ou la réception des travaux
- à maintenir l'activité sur place pendant au moins 5 ans sur les terrains ou dans les bâtiments pour lesquels elle a bénéficié de l'aide.

Je suis informé(e)

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes indûment perçues sera exigé sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Date et signature

(Indiquer le nom et la qualité du signataire)

LETTRE DE DEMANDE

A l'attention de Monsieur Le Président
Serge SMOCK

Communauté d'Agglomération du Centre Littoral
4, Esplanade de la Cité d'Affaire
Quartier Balata
97351 MATOURY

A

Le

Objet : Demande de financement au titre du dispositif d'aide à l'investissement pour les projets immobiliers

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous informer du présent dépôt d'un dossier complet de demande d'aide à l'investissement pour le financement de projets immobiliers.

Vous trouverez ci-dessous les éléments relatifs à cette demande :

- Nom de l'entreprise :

- Taille de l'entreprise (nombre de salariés et chiffre d'affaires) :

- Synthèse du projet :

.....
.....
.....

- Date de début et de fin du projet : du au

- Localisation du projet :

- Liste des postes de dépenses :
.....
.....

- Montant du financement public estimé nécessaire pour le projet :

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à mon dossier, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

Date et signature

(Indiquer le nom et la qualité du signataire)

ATTESTATION AIDE DE MINIMIS

Les aides accordées au titre de l'aide à l'investissement pour le financement de projets immobiliers sont adossées au règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

En conséquence, l'entreprise doit recenser l'ensemble des aides relevant du règlement de minimis déjà perçues ou octroyées lors de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices précédents afin d'apprécier sa situation au regard des plafonds de minimis autorisés (montant cumulé limité à 200 000 € sur 3 ans), en complétant le tableau ci-dessous.

Si l'entreprise n'a reçu aucune aide publique au titre du minimis, indiquer «NEANT» dans le tableau

Je soussigné (nom, prénom et qualité)

représentant de, entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, déclare :

- n'avoir reçu aucune aide de minimis durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,
- avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de minimis listées dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Les aides de minimis sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis,
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de minimis,
- règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture,
- règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture
- règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG).

Les aides de minimis constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides de minimis ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées. Le montant maximum d'aide de minimis est de 200 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Si vous avez reçu une aide de minimis, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement de minimis.

<i>Sur les 3 derniers exercices</i>				
<i>Date d'attribution</i>	<i>Type d'aide (Subvention, avance remboursable)</i>	<i>Type d'aide de minimis (SIEG, AFR, Exonération de CFE, Exonération de TFPB, programmes de développement rural, French Tech, etc.)</i>	<i>Objet de l'aide</i>	<i>Montant de l'aide (en euros)</i>
<i>AIDES PERCUES</i>				
<i>Total des aides perçues (A)</i>				
<i>AIDES DEMANDEES</i>				
<i>Total des aides demandées (B)</i>				
<i>Total général (A+B)</i>				

Date et signature
(Indiquer le nom et la qualité du signataire)